

Préambule

Le flux migratoire vers l'Europe a été, en 2015, donc dans un temps très court, essentiellement à cause de l'instabilité au Proche-Orient, le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. Un million de réfugiés, dont certains seront des migrants, est arrivé sur le continent européen selon l'Organisation internationale pour les migrants (OIM) et le haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Ceci risque de remettre en question la libre circulation des personnes et de mettre fin aux accords de Schengen entre les membres de l'Europe.

Contexte

On appelle migrant toute personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel il n'est pas citoyen et qui y a noué des liens sociaux. Juridiquement en France, on nomme migrants ceux qui ont séjourné au moins un an dans l'hexagone. Il y a de nombreuses formes de migration qui peuvent se distinguer selon les motivations : économiques, familiales, politiques, environnementales ou religieuses ou selon le regard porté sur ces déplacements : migration irrégulière ou clandestine, émigration/immigration contrôlée, libre émigration/immigration. Il y a également en France de très rares demandeurs d'asile. En Europe, ces derniers peuvent venir de pays en guerre (Syrie et Irak, Érythrée) ou de pays pauvres (Albanie, Arménie, Bangladesh, Kosovo ou des pays d'Afrique noire comme le Soudan et la République Démocratique du Congo).

Mais il est difficile de connaître les motivations réelles des migrants, les migrants pour raisons économiques, qui cherchent du travail ou de meilleurs revenus, cachant sous des motifs politiques ou autres les raisons réelles de leurs déplacements.

La migration internationale, qu'elle soit volontaire, consentie ou imposée par les événements, implique le passage de frontières politiques. Elle produit donc une relocalisation territoriale des personnes entre les États-nations, renforçant des pays et affaiblissant d'autres. Mais elle peut aussi produire des effets ambigus où les représentations jouent un rôle important.

La migration peut avoir des effets sur les équilibres intérieurs politiques, sur les constructions identitaires, sur les pratiques linguistiques ou culturelles, modifiant ainsi les États-nations dans les perceptions qu'ils ont d'eux-mêmes. Mais elle en a également sur les personnes restées dans les pays d'origine. Si les migrations concernent actuellement environ 3% de la population mondiale, elles pourraient s'accroître en raison des changements climatiques en cours.

Les apports de la migration pour l'Europe

Recevoir des migrants, cela a des avantages et des inconvénients. Cela donne une main d'œuvre jeune, souvent très cultivée qui va produire des richesses et payer des impôts. Mais il faut auparavant lui apprendre la langue et lui donner les codes culturels, donc l'intégrer. L'Allemagne, en déficit de population, pour garder son niveau de vie, a choisi d'accueillir une population de Syriens. Elle a cherché aussi à formuler des « droits civils européens » pour mobiliser les autres pays et obtenir une solidarité.

- Pourquoi devrions-nous accueillir des migrants ? Cela diminue d'abord le coût du travail non qualifié, cela baisse les prix des marchandises et augmente les exportations et l'apport de devises.
- Cela crée des sociétés plus ouvertes où il devient nécessaire d'accepter les différences. La lutte contre le racisme sous toutes ses formes devient plus impérieuse qu'elle ne l'était.
- On peut voir apparaître l'émergence de mouvements de solidarité et de bénévolat dans des réseaux divers en direction des migrants ou des réfugiés. La solidarité peut aussi être nationale, comme en France où il est inscrit dans la Constitution qu'il faut soigner toutes les personnes arrivant sur le territoire et scolariser les enfants étrangers à partir de 6 ans.
- Toutefois, à court terme, cela crée des inquiétudes et permet le développement de mouvements populistes avec des formes diverses de violences qui peuvent dégénérer.
- Il peut y avoir des migrants clandestins mus par la haine et qui peuvent avoir le projet de venir commettre des attentats en profitant de l'anonymat ou du défaut de contrôle, ce qui oblige à avoir des réactions de protection par surveillance des *big data* supprimant le secret de la vie privée de chacun ou des réactions plus offensives.

Des difficultés accrues dans plusieurs pays pour l'accueil des migrants

- La qualité de l'accueil officiel des migrants s'est dégradée dans plusieurs pays d'Europe en raison d'un chômage généralisé. Cela est aussi dû à l'austérité et aux manques de moyens actuels. Dans le cas particulier des demandeurs d'asile, les migrants devraient être répartis dans des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA), avec ou sans le statut de réfugiés, mais cela n'est pas possible. Il manque 25 000 places d'hébergement. Or 33 000 personnes venant d'Allemagne, d'Italie ou de Grèce sont attendues. Ce manque

de moyens entraîne la lenteur du traitement des dossiers qui, malgré la loi du 15 juillet 2015 relative à l'asile, atteint souvent un délai de 2 ans.

- L'UE et ses 28 pays ont du mal à trouver entre eux une coordination pour mettre en place une politique commune et cohérente d'accueil avec des moyens adaptés aux besoins.
- Quand les budgets sociaux baissent constamment, comment assurer une intégration ? Pierre Henry, président de France Terre d'Asile, appelle à une vision d'ensemble inscrite dans la durée qui aille de l'accueil à une réelle préparation à l'intégration.

Quelques idées pouvant amener des changements dans l'accueil des migrants :

La traversée de la Méditerranée a entraîné 3 500 morts en 2015. Il faut commencer par lutter contre les filières et réseaux mafieux et qui assurent, contre argent, les transferts des migrants. Il faut aussi s'inquiéter des 5 000 disparitions d'enfants ou de jeunes femmes.

La migration est un défi pour obliger à chercher une amélioration des relations internationales au sein même de l'Europe en contrôlant mieux les frontières externes tout en gardant la liberté de circuler. L'UE a accueilli un million de réfugiés en 2015, mais elle est composée de 28 pays et cela représente une hausse de population de 0,2 %. Le Liban (avec 500 000 migrants venus de Syrie) ou la Turquie ont été beaucoup plus accueillants, mais dans quelles conditions sanitaires, économiques et politiques ? **Quelques propositions :**

- Adopter une politique d'immigration réelle fondée sur des principes humanistes, avec des droits et des devoirs pour chacun.
- Favoriser le retour à la paix dans les pays en guerre, interdire à des pays tiers d'y intervenir ou continuer à aider le développement des pays les plus pauvres en responsabilisant les chefs d'État et en les rendant passibles de la Cour de Justice internationale.
- Aider les femmes très souvent en difficulté, et les enfants mineurs isolés.
- Associer les organismes internationaux liés à l'ONU comme l'OMC, l'OIT, Interpol, la FAO, le HCR pour agir sur les flux migratoires, le droit d'asile, le droit de libre circulation, le droit de vivre en famille ou l'aide aux migrants.
- Renforcer la gouvernance européenne pour définir une politique et des législations cohérentes afin de répondre à l'enjeu majeur de l'intégration des migrants.
- Pour réussir l'intégration sociale et culturelle, mettre en place des cours de langue, de culture et d'histoire politique des pays d'accueil en faisant connaître les valeurs de la démocratie. Un contrat individuel pour chaque migrant définissant ses droits et ses devoirs constituerait un bon outil.
- Dans le même ordre d'idée, l'investissement bénévole du migrant dans une association de type humanitaire ou culturel favoriserait la diffusion des liens, des codes culturels européens entre les populations migrantes. En contrepartie (ou pas), l'obtention rapide d'un titre de séjour assorti d'une autorisation de travail serait nécessaire pour une intégration réussie.
- Pourquoi ne pas instaurer une loi de solidarité, une aide par les citoyens, similaire à la loi Coluche, pour permettre un meilleur accueil des migrants.
- Et pour trouver les financements nécessaires, on pourrait appliquer une taxe modeste sur toutes les transactions financières comme la taxe Tobin.

Chantal Delsol, professeur de philosophie politique à l'Université Paris-Est, résume le dilemme des migrations : « *Où se trouve l'équilibre entre exigence morale de l'accueil des réfugiés et l'exigence politique de protection des sociétés européennes ? L'Europe a manqué de politique, de discernement, de courage parfois. Il nous faut rétablir une politique étrangère raisonnable et courageuse afin d'éviter la continuation ininterrompue de cette vague migratoire dans le futur proche. Cependant nous avons une urgence humanitaire à nos portes. La fuite migratoire est une catastrophe pour les pays d'origine, on a besoin des bras et des cerveaux dans chaque pays.* »

La question de l'immigration est pour nous avant tout un défi politique qui nous oblige à repenser les concepts de citoyenneté, de nationalité et de souveraineté. Nos frontières ne définissent pas l'Union Européenne, qui est définie par des valeurs de solidarité, de tolérance, de justice sociale et économique, également de laïcité. Certains proposent, plutôt que de bâtir des murs, de leur préférer des ponts. Le migrant est d'abord un frère ou une sœur en humanité. En droit, ce principe est rappelé dans les conventions internationales telle la convention Européenne de Sauvegarde des Libertés et des Droits Fondamentaux ou la Convention de Genève.